

1001 LAUSANNE

L ' E S C A L A D E

On voudrait diviser le pays et ménager les pires désordres qu'on ne s'y prendrait pas mieux que ne le font les partisans du service civil. Il est donc permis de se demander si, au-delà de leurs oppositions intestines, ce n'est pas finalement ce qu'ils recherchent. Les uns veulent dispenser du service ceux dont les convictions religieuses ou morales ne permettent pas de défendre notre pays. D'autres veulent étendre cette notion à quiconque se dit allergique à la violence au moins un jour dans sa vie, celui du recrutement. D'autres encore veulent le libre choix entre protéger son pays ou en laisser le soin à ses voisins. Il s'en trouve pour préconiser une Internationale de la Paix, sans dire clairement au service de qui serait cette Internationale-là. Enfin, certains, qui ne craignent pas la contradiction, songent à une "démocratisation" de l'armée afin d'en exclure les éléments qui ne s'opposeraient pas à la liquidation de la démocratie en Suisse.

Nous voilà renseignés. On sait ce qui nous attend si on met le doigt dans l'engrenage. L'escalade deviendrait inévitable. Le 4 décembre ne serait qu'un début. Accepter le service civil, c'est diviser le pays en deux catégories de citoyens bien distinctes. Les uns seraient armés, les autres pas. Ceux-là auraient la responsabilité d'assumer la protection du pays, ceux-ci en seraient dispensés. La défense nationale ne serait plus l'affaire de chacun.

A-t-on songé aux problèmes que soulèverait une telle situation, entièrement nouvelle en Suisse ? Aux rapports qui s'établiraient entre les citoyens-soldats et les citoyens-embusqués ? Nul ne pourrait empêcher les premiers de demander davantage de moyens pour la préparation de la défense commune, et nul non plus ne parviendrait à convaincre les autres de les leur accorder. En effet, du moment que la "conscience" de certains les incite à abandonner le pays à quiconque viendrait s'y installer, on ne saurait leur demander un sacrifice matériel en faveur de notre protection. De graves tensions seraient inévitables entre partisans et adversaires de la sauvegarde de notre indépendance nationale. Les adeptes du service civil ne peuvent pas l'ignorer. C'est le piège dans lequel nous ne devons pas tomber. Aujourd'hui déjà, nous avons en Suisse suffisamment de difficultés à surmonter sans qu'il soit opportun d'en créer de nouvelles. On l'évitera en votant NON les 3 et 4 décembre à l'introduction d'un service civil de remplacement.

1001 LAUSANNE

UN SERVICE POUR FAIRE QUOI ?

D'ordinaire on crée un nouveau service dans l'administration pour répondre à un besoin. De tout temps, l'Etat s'est occupé de la justice et de la police. Ces dernières années, on a chargé la Confédération de nouvelles tâches et elle a dû engager des fonctionnaires pour les exécuter.

Maintenant on renverse la vapeur. On crée d'abord le service et ensuite on se demande à quoi il peut bien servir. Nombre d'objecteurs de conscience commandent le respect pour la fermeté de leurs convictions. En particulier les témoins de Jéhovah affirment que le gouvernement de Dieu a commencé et que dès lors il ne faut plus accorder d'autorité à l'Etat humain.

Or, pour les cinquante conscrits qui ne veulent pas à 19 ans être enrôlés dans l'armée (alors que 35'000 jeunes Suisses sont incorporés chaque année), on voudrait créer un nouveau service, dont on ne sait ce qu'il ferait. Ces conscrits et les objecteurs religieux représentant environ 0,15 % des citoyens suisses accomplissant leur service militaire pourraient bénéficier d'un service civil. Selon le projet du Conseil fédéral, ils feraient leur service notamment dans les centres de recherches de la Confédération et des cantons. Est-ce vraiment sérieux ?

Pense-t-on réellement que le petit nombre de citoyens qui conteste l'Etat pour des motifs politiques peut être utilisé à construire des routes sur lesquelles l'armée se déplacera, alors que des ouvriers et des machines le feraient beaucoup mieux ? Ces citoyens contestataires seraient-ils vraiment utiles à enlever les ordures ou encore à s'occuper des lieux de détente ou de repos ? De telles tâches sont-elles comparables au service militaire ?

Cette énumération partielle des objectifs du service civil montre que la Confédération ne saura que faire d'un tel service.

Il y a d'autres solutions à l'objection de conscience de certains citoyens que la création d'un service qui ne sert à rien. Mais la solution passe d'abord par le rejet les 3 et 4 décembre prochain du mauvais projet gouvernemental.

Philippe Pidoux

1001 LAUSANNE

SERVICE CIVIL, UNE VOIE MOYENNE ?

Les prises de position d'un certain nombre d'organisations de gauche et d'extrême gauche à l'encontre du projet fédéral d'institution d'un service civil pourraient faire penser à d'aucun que la solution choisie, cible de l'opposition des contestataires, est une voie moyenne, un compromis typiquement helvétique.

Rien ne serait plus faux, car, en la matière, il n'y a pas de juste milieu. La Défense nationale, qui va jusqu'à exiger la vie des citoyens, est la seule justification d'une prétention étatique aussi exorbitante. Seule la survie de la Nation justifie le service militaire généralisé et obligatoire. Quand il s'agit du service de la Nation, nul n'a le droit de se décharger sur autrui et, quels que soient ses motifs, de se soustraire à son devoir.

Au surplus, un service civil qui serait ouvert à n'importe quel réfractaire, y compris aux réfractaires politiques, comme le propose la nouvelle initiative qui vient d'être lancée, ne serait rien d'autre que la légalisation de l'anarchie ou la reconnaissance du droit de chaque citoyen de choisir les lois auxquelles il entend se soumettre. Il n'est nul besoin d'explication à celui qui réfléchit quelque peu pour comprendre qu'un tel système conduirait rapidement au démantèlement de l'Etat. Mais précisément, le fait que le projet fédéral soumis au vote du peuple les 3 et 4 décembre prochain ne prévoit un service civil que pour une minorité d'objecteurs rend cette solution parfaitement inopérante :

d'une part, on va mettre sur pied une énorme machine pour ne satisfaire qu'une partie de ceux qui refusent d'accomplir leur devoir militaire et, d'autre part, on ne diminuera en rien la contestation et les réclamations de ceux qui font le plus de bruit et qui sont précisément les réfractaires politiques. On aura dépensé dix millions pour ne pas résoudre un problème.

J.-F. L.